L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

PAR SOLIETT, MAGNE & Cie,
No. 81, RUE CHARTRES.

Journal quotidien..... $12
No. TOUS PORTS PAR REMISES, $10 payable d'avance

CANDIDATS WHIGS

CHOISIS PAR LA CONVENTION NATIONALE,

POUR PRESIDENT DES ETATS UNIS

WILLIAM H. HARRISON
DE L'OHIO.

POUR VICE-PRESIDENT DES ETATS UNIS

JOHN TYLER,
DE LA VIRGINIE.

NOUVELLE-ORLEANS :
SAMEDI MATIN, 7 MARS 1840.

Nous joindrons jusqu'à midi aujourd'hui à notre journal, le mercredi et le samedi, une nouvelle feuille réclamée par l'abondance des matières que nous avons à publier. Cette feuille d'aujourd'hui renferme les séances officielles de la Législature du 27 février au 2 mars.

ASSEMBLEE WHIG.

Cette assemblée a eu lieu hier soir à la salle du bal de la rue d'Orléans. Malheureusement le retard qu'on avait mis à l'annoncer et l'erreur commise par un de nos confrères qui l'avait indiquée pour ce soir seulement, ont empêché qu'elle fût aussi nombreuse qu'on devait l'espérer; aussi après avoir nommé un président, huit vice-présidents et deux secrétaires, elle s'est ajournée à MARDI PROCHAIN, à 7 heures précises, dans la même salle.

Voici les choix qui ont été faits.

D. F. BURTHE, président.

Thomas Curry,
U. Bouligny Jr.,
J. Bernudez,
M. Cramer,
Jos. Pilié,
Wm. C. C. Claiborne,
Wm. H. Avery,
A. W. Piebet,
Ad. Mazereau,
H. B. Eggleston.

} Vice-présidents.

} Secrétaires.

NOS BANQUES.

Nous croyons devoir appeler l'attention du public sur l'état mensuel de situation des Banques de la Nouvelle-Orléans, publié dans la partie anglaise de notre feuille.

ARGUMENTATION DES VANOCRATES.

Rien n'est plaisant comme de voir les *tentatives* de réfutation faites par les partisans de l'administration. Il faut en vérité que leur cause soit bien mauvaise ou qu'ils soient tout à fait brouillés avec la logique pour oser décorer du nom de réfutation des raisonnemens dont ne se contenterait pas un écolier de dix ans.

Dernièrement ils disaient "qu'il fallait donner au "Président le mouvement exclusif des deniers publics et la disposition de quelques centaines d'emplois salariés *afin de diminuer son influence.*" Admirablement argumenté !

Aujourd hui ils prétendent laver leurs patrons du reproche d'avoir amené la gêne actuelle et savez vous comment, lecteurs ? assurément non; je vous le donne en mille.

"Un whig, disent-ils, a avoué dans le *Morning* "*Chronicle* de Londres, que la crise était due au refus "fait subir des crédits de la Banque d'Angleterre "à la Banque des Etats-Unis."

N'est-ce pas un argument mâle répliquer ! un individu qui nie *whig* à Londres, n'est-il pas *nécessairement* un whig, et qui *plus est* un *whig* des Etats-Unis de l'école de Washington et de *Jefferson* ? Ce qu'il dit, ne doit-il donc pas être accepté comme parole d'évangile ?

Et puis, ne sait-on pas que la Banque d'Angleterre est toute favorable aux intérêts Américains? Ne sait-on pas que la *circulaire* dite *du numéraire*, qui ordonnait aux receveurs des terres de ne prendre que du numéraire en paiement, et le fait connue sous le nom de *Gold Bill*, mesures tendant à amener subitement une importation forcée de métaux précieux, n'a pas affecté la Banque d'Angleterre qui voyait rarement sortir de ses caves tout l'or qu'elles contenaient sans chercher à y remédier?

Mais c'est trop longtemps plaisanter sur un sujet si grave. Les partisans de l'administration savent bien que le pays était à l'apogée de sa prospérité quand leurs chefs sont arrivés au pouvoir; ils savent bien que nos dettes, ses concitoyens n'ont pas été moins actifs ni moins entreprenans; ils savent bien que nous n'avons eu à souffrir d'aucun fléau céleste, d'aucune guerre extérieure; et que, comme il n'y a pas d'effets sans cause, il faut bien en définitive qu'un tantinet, bon gré mal gré, la responsabilité du mal qu'ils ont fait, mal sous lequel un grand peuple se débat violemment depuis quatre ans.

BIBLIOTHEQUE COMMERCIALE.

Parmi les bills qui ont été présentés à la Chambre et adoptés dans la séance d'hier, nous voyons avec plaisir une appropriation faite en faveur de la Bibliothèque Commerciale. Cette excellente institution mérite à tous égards les encouragemens et l'appui de la législature; elle peut, si elle reçoit quelques développemens, devenir la rivale des meilleures institutions du même genre qui existent aux Etats-Unis.

LES LIMIERS EN FLORIDE.

La récente introduction des Limiers en Floride a excité dans beaucoup d'Etats un vif sentiment d'indignation, et chaque jour le Congrès reçoit des mémoires et des *petitions* qui condamnent hautement l'emploi de ces animaux. Une correspondance à ce sujet, soumise par le secrétaire de la guerre au Président du comité des affaires militaires au Sénat, tend à prouver que cette importation a été faite par les autorités de la Floride, que le gouvernement général ne l'a nullement autorisée et n'en a été instruit qu'après l'arrivée des Limiers sur ce territoire; que d'ailleurs "ces chiens ne sont pas, comme on l'a cru à tort, destinés à combattre et à dévorer les Indiens; mais tout simplement à servir de guides pour découvrir leurs retraites dans les marais." Ces chiens, ajoute-t-on, doivent être muselés et tenus en laisse par un gardien qui les accompagnera sans cesse lorsqu'ils seront en quête des Indiens.—Nous ne savons pas jusqu'à quel point ces explications satisferont les esprits : nous avouons que, pour notre part, nous doutons un peu que les Limiers ne soient destinés qu'à dépister les Indiens : la férocité de ces animaux l'emportera, nous le craignons, sur toutes les mesures de précaution et d'humanité que l'on pourra prendre. Les faits ne tarderont sans doute pas à nous éclairer sur ce point.

PAPIER MONNAIE.

Il n'y a rien au monde de si inconséquent que le parti Vanocratique ; il nous accuse d'être partisans des Banques et il a presque trigné le nombre des banques depuis qu'il est au pouvoir; il nous accuse d'être partisans du papier monnaie irrachetable et partout il fait faire des émissions de papier irrachetable; il nous accuse d'être partisans du système de crédit et chaque jour *il abuse du système de crédit* !

Quels sont les Etats où la circulation est la plus mauvaise ? les Etats soumis depuis long temps au loco-focoisme. Qu'est-ce que les Bons de la trésorerie si ce n'est des billets de banque ? Et l'administration qui ne subsiste depuis plusieurs années qu'au moyen du crédit n'a-t-elle honte gince déclamer à tout propos contre le crédit ?

DE LA LOI GENERALE SUR LES FAILLITES.

De nombreuses pétitions adressées au congrès pour solliciter la passation d'un bill établissant un système uniforme de faillites dans toute l'étendue des Etats-Unis, autorisent à espérer que le gouvernement général s'occupera sans retard de cet objet important.

L'utilité d'un système uniforme de faillites dans tous les Etats est incontestable. Dans l'état actuel de la législation à cet égard, un failli de bonne foi qui a pris le bénéfice de l'Acte dans son Etat, se trouve exposé à être poursuivi dans chacun des autres Etats par ses créanciers. Pour être mis à l'abri de ces poursuites il faudrait remplir les formalités de la loi de chacun des Etats, ce qui, par conséquent, deviendrait dans beaucoup de cas impossible. Il est, par conséquent, arrivé dans ces temps malheureux que beaucoup de débiteurs, entravés dans une infinité d'opérations par la crainte de poursuites, ont été forcés de faire faillite, quoique leur actif fût plus que suffisant pour payer leurs dettes. Un tel état de choses ne peut évidemment subsister longtemps, et c'est sans doute dans la prévision de cette nécessité qu'une pétition a été présentée au Congrès par M. Robert Lucas, [illegible] Etats-Unis, dans son message au Congrès, en parlant de nos Banques, fait mention du besoin d'une législation uniforme sur les faillites, et nous espérons que le Congrès s'occupera bientôt de cet objet important.

Entre autres exemples cités par le Président *des Etats-Unis*, dans son message au Congrès, on peut lire ce qui suit : "Dans quelques-uns des Etats, les lois de l'*Union* et des *Cités* ont été déclarées inconstitutionnelles par les législatures, lorsque [illegible] contrariaient." Le *Courrier* [illegible] chaque année, la Législature nomme dans son sein un comité chargé de l'investigation de l'état des Banques. Ce n'est donc point, comme l'auteur le *Courrier des Etats-Unis*, une mesure spéciale motivée sur [illegible] mathématiques ; mais bien une mesure ordinaire, générale, et qui se répète aussi souvent qu'il plaît à la législature.

THEATRE D'ORLEANS.

Nous n'avions pas encore payé de la dernière [illegible] qui est depuis quelques jours dans notre ville et qui a déjà donné plusieurs représentations fort suivies. Les critiques nous ne dirons pas [illegible] mais nous nous contenterons de dire que nous [illegible] Qui ne connaît l'élégance et [illegible] dans la Jeralty, la souplesse étonnante et le [illegible]

[illegible] Mlle Fanny Elssler, [illegible] Mlle Taglioni, [illegible] Mlle Elssler [illegible] Mlle Taglioni [illegible] Mlle Elssler [illegible] Mlle Taglioni [illegible] Mlle Elssler [illegible] Mlle Taglioni